

**PAS D'AVENIR  
SANS INDUSTRIE**  
éditions Economica

**Par Jean-Louis Levet**

*Avant-propos et sommaire*

**Avant-propos**

L'industrie est notre avenir. Cette affirmation peut paraître déplacée, tant l'idée contraire semble aller de soi depuis la fin des années 80. Et pourtant, ce dont nous avons besoin aujourd'hui, c'est bien d'un projet de développement par l'industrie. Par la création d'activités et d'emplois, par leur localisation et leur maîtrise. Telle est l'ambition que cet essai voudrait faire partager.

Le contexte conduit à s'interroger sur le caractère « raisonnable » d'une telle ambition. La production est au service de la finance. La Chine et l'Inde sont considérées respectivement comme l'atelier et le bureau d'études de l'économie mondiale. Les grandes entreprises n'ont jamais été aussi puissantes et nomades. « Raisonnable » ? Peut-être pas. Indispensable, mieux, vital pour le devenir de nos sociétés, cela ne fait aucun doute.

Un monde en panne de régulation. Une Europe en panne de projet. Une France en panne de stratégie. Des territoires en panne de moyens. Partout, les inégalités et la précarité s'accroissent. Telle serait la rude loi de la mondialisation. Rude ? Pas pour tout le monde. Les grands groupes, eux, affichent une prospérité flamboyante, pour le plus grand profit de leurs actionnaires et de leurs dirigeants. Les salariés et, à plus forte raison, les exclus du système, n'ont pas voix au chapitre. Et le rôle régulateur de l'Etat est placé au rang des illusions vaines, obscènes même. Le Politique aurait ainsi le choix entre la soumission ou la complaisance.

Pour les uns, le salut est dans la généralisation de la flexibilité tous azimuts et la baisse continue du coût du travail. Or, nous savons que la première conduit tout droit à l'enrichissement de quelques uns et à l'appauvrissement du plus grand nombre et la seconde à exposer encore davantage l'économie à la concurrence des grands pays émergents. Pour les autres, il est dans la course technologique incessante, qui exclura inévitablement un grand nombre de travailleurs et réduira notre base industrielle.

A qui fera-t-on croire que les industriels du Sud accepteront de jouer seulement les sous-traitants des pays du Nord ? A qui fera-t-on croire qu'il est possible de compenser les écarts énormes de coûts salariaux entre pays développés et nouvelles économies-continentales émergentes ? A qui fera-t-on croire que nos économies conserveront toujours une longueur technologique d'avance sur la Chine et l'Inde ? Avons-nous vocation à être toujours plus intelligents, mieux formés, mieux organisés que ces pays ? Pour autant, est-il écrit quelque part, que notre modèle social européen doit s'ajuster sur les autres pour que nous survivions ?

La fonction même du Politique, contrairement à ce qu'il laisse trop souvent croire, n'est pas d'essayer de trouver une solution à chaque fois qu'un problème se pose. S'il ne doit pas être indifférent aux impondérables, encore lui faut-il ne pas se cantonner à l'urgence, sous la pression d'influences contradictoires, car il est alors bien souvent trop tard. La raison d'être du Politique, dans une société démocratique, c'est d'abord d'être capable d'ouvrir des perspectives et de faire des choix. Ouvrir des perspectives, car sans elles, il n'y a pas de mobilisation possible. Sans espoir, pas de raison de lutter. Faire des choix, car c'est le mode d'action qui nous permet de construire notre futur.

Ce rappel devrait relever de l'évidence. Il est en fait aux antipodes du discours dominant, celui de l'adaptation, c'est-à-dire de la résignation et de l'idéologie qui l'accompagne. Celle de l'action limitée à l'approche défensive et donc à la résignation collective. A l'en croire, il conviendrait de se soumettre à des événements qui nous dépassent. Avant-hier, la Guerre froide. Hier, la domination de l'Economie sur le Politique. Aujourd'hui, la financiarisation du monde, le règne du court terme et les délocalisations.

Pour nous mobiliser autour d'un projet de développement par l'industrie, il nous faut d'abord comprendre pourquoi l'industrie constitue un levier essentiel de notre prospérité actuelle et future. Elle est pour tous une alliée, non une adversaire (Acte 1). La compréhension de notre monde est aussi source d'espoir. Des pays, grands ou petits par leurs populations, développés ou en voie de développement, montrent que la mondialisation ne rime pas avec uniformisation et adhésion à un même modèle de développement qui serait optimal (Acte 2). Entre la soumission et la recherche de l'hégémonie, il y a place pour l'ouverture maîtrisée au monde. Des stratégies nationales fondées sur l'industrie sont possibles. Des choix sont nécessaires. Nous pouvons tirer des enseignements utiles pour nous, tant à l'échelle territoriale, nationale qu'euro-péenne.

Ce que la France a réussi dans le passé est un gage d'avenir. Ainsi, de nombreuses petites et moyennes entreprises, avec les dirigeants et les salariés qui les font vivre, démontrent que la délocalisation et les destructions d'emplois ne sont pas une fatalité. Leurs réussites montrent que l'on peut agir mondialement et créer de l'emploi localement. A la nouvelle mode dévastatrice du tout délocalisable, il est possible de répondre par le tout créatif (Acte 3).

Mais pour mieux agir, nous devons être toutefois conscients de nos points faibles. Car nous sommes responsables de la plupart d'entre eux et nous pouvons (donc) les résoudre. Ne prenons pas prétexte de la menace chinoise pour nous détourner de nos responsabilités envers nos lacunes en matière de formation de celles et ceux qui en ont besoin, d'investissement dans la création de nouvelles activités et en recherche-développement, de croissance des entreprises, de maîtrise insuffisante de nos centres de décision économique, de fiscalité pénalisant l'industrie...

La réponse existe : un projet de développement par l'industrie (Acte 4). Des orientations puissantes pour sa mise en œuvre sont nécessaires. Car il nous faut prendre à bras le corps notre devenir, si nous voulons qu'il ne soit pas défini par d'autres ou en fonction des autres. Une politique de développement des territoires, fondée sur un pacte entre eux et l'Etat et la maîtrise de la concurrence fiscale et sociale au sein de l'Europe. Une approche alternative de la gouvernance d'entreprise, conçue non plus comme un objet de propriété, mais comme une institution responsable au sein de la société. Une régulation de la finance au service de l'économie. Une politique industrielle globale, destinée à orienter les activités vers les grands besoins et les marchés du futur dans une perspective de développement durable, à dynamiser le tissu des petites et moyennes entreprises qui sont les véritables créatrices d'emplois, et à maîtriser les mutations industrielles (restructurations, délocalisations, fusions-acquisitions...).

Plusieurs niveaux d'interventions sont désormais indispensables. La vérité n'est ni dans l'horizon indépassable du marché, ni dans la seule action d'un Etat, unique détenteur de l'intérêt général. Des territoires actifs, des entreprises responsables, un Etat développeur tant au niveau européen que national. Et en amont, un processus permanent de négociation sociale. La France n'est ni en déclin, comme voudrait nous faire croire tout un courant politique nostalgique du culte de la soi-disant grandeur passée de notre pays. Ni en train de gagner, comme le clament les managers des grands groupes du CAC 40, soucieux de leurs stock-options et oublieux du reste de la société. Notre pays est dans l'impasse. Pour en sortir, les orientations et les moyens doivent désormais être à la hauteur de cet enjeu.

## TABLE DES MATIERES

Avant-propos .....

### **Acte 1**

#### **Pourquoi l'industrie ?**

1. Une nouvelle vision de l'industrie
2. Capitalisme du savoir contre capitalisme de la finance
3. Politiques économiques : les beaux jours des idées reçues
4. La nouvelle menace : le tout-délocalisable

### **Acte 2**

#### **Ici, on ne baisse pas les bras**

5. Politiques de croissance et stratégies de puissance
6. Etats-Unis, Allemagne, Japon : les grands pays industriels
7. Chine : 4<sup>e</sup>...3<sup>e</sup>...2<sup>e</sup>...et... ?.
8. Union Européenne : un modèle inadapté
9. Des « petits » pays qui réussissent
10. Les leçons d'un tour du monde

### **Acte 3**

#### **Des habits neufs pour le Made in France**

11. Il n'y a pas de déficit entrepreneurial en France
12. Performance des entreprises : une nouvelle ère
13. Agir mondialement pour créer des emplois localement
14. L'Union Européenne, coincée entre un pôle Etats-Unis/Japon et un pôle Chine/Inde
15. La France, le poids de la culture de l'adaptation

### **Acte 4**

#### **Le développement par l'industrie**

17. Une politique de développement territorial : des territoires actifs
18. Une politique de maîtrise de la finance : des entreprises responsables
19. Une politique industrielle globale : un Etat développeur